



POLICY BRIEF

Note d'orientation n°4

REGUIDE – Une approche holistique, réparatrice et sensible au genre pour accompagner les returnees vers leur pays d'origine : Rapport débats politiques

- *Cette note présente les conclusions d'une analyse critique du discours et d'une analyse thématique des débats politiques belges sur les hommes (potentiellement) rapatriés (2013-2022) dans deux domaines : les médias et le parlement fédéral.*
- *Le discours politique a façonné la manière dont la question des returnees était perçue et comprise, passant de l'ambivalence des premières années du conflit syrien à un consensus punitif.*
- *Le discours politique a normalisé les politiques d'exclusion et de sécurisation et a redéfini l'appartenance.*
- *Pour que la société belge puisse aller de l'avant, il faut : une communication politique responsable, une élaboration des politiques fondée sur des données probantes et la promotion d'un débat démocratique inclusif dans les espaces publics.*

Contexte et question(s) de recherche

Depuis 2013, les returnees sont devenus un enjeu politique central, largement considéré comme une menace pour la sécurité. Les études montrent que les réponses politiques et les discours médiatiques ont été dominés par un langage axé sur la peur et le danger. Pourtant, une lacune importante subsiste dans la recherche : nous en savons encore trop peu sur la manière dont les politiciens, de tous partis et toutes sphères confondus, ont activement façonné ces discours publics et politiques.

Les études antérieures se sont intéressées aux réponses politiques, aux cadres juridiques et à la comparaison des approches (européennes). Cependant, les discours politiques ont fait l'objet de beaucoup moins d'attention. On sait peu de choses sur la manière dont les acteurs politiques construisent les discours, mobilisent les émotions et légitiment certaines politiques par le biais d'interventions publiques et parlementaires sur la question des returnees. Le présent rapport examine donc les discours politiques sur la question des returnees, en mettant particulièrement l'accent sur les hommes (potentiellement) rapatriés. Il vise à répondre à quatre questions principales :

1. Comment les politiciens belges ont-ils construit discursivement l'image des hommes (potentiellement) rapatriés dans les médias et au parlement entre 2013 et 2022 ?
2. Quel rôle la sécurisation, les émotions, la racialisation et le genre ont-ils joué dans ces constructions ?
3. En quoi les discours diffèrent-ils selon les instances (médias ou parlement) et qu'est-ce que cela révèle sur l'appropriation de la question (issue ownership), la performance et les stratégies politique?
4. De quelle manière ces discours contribuent-ils à la légitimation de certaines réponses politiques ?

Principales conclusions

Le rapport montre que les discours politiques belges sur les hommes (potentiellement) rapatriés entre 2013 et 2022 ont été fortement influencés par la sécurisation, l'émotionnalisation et les représentations racialisées/genrées. Tant dans les médias qu'au parlement, les acteurs politiques ont principalement présenté ces hommes comme des menaces dangereuses, hypermasculines et irrécupérables, légitimant ainsi des mesures de sécurité exceptionnelles et réduisant la marge de manœuvre pour des approches axées sur la réintégration.

Dans les médias, la visibilité politique était très inégale. Le parti nationaliste flamand N-VA a dominé le débat, devançant largement tous les autres partis, même s'il n'était pas toujours au gouvernement. Cela reflète une forte appropriation des questions de sécurité et de migration. Les acteurs libéraux (MR) et démocrates-chrétiens (CD&V) étaient également très présents en raison de leurs portefeuilles ministériels. À l'inverse, les principaux partis au pouvoir, tels que le PS et l'Open VLD, étaient nettement sous-représentés. Les politiciens locaux, en particulier les maires des villes liées à des cas de départ, ont également joué un rôle démesuré. Les femmes sont restées largement absentes du débat.

L'attention des médias a atteint son apogée lors des moments de crise (attentats de 2015-2016, pressions en faveur du rapatriement en 2019) et a ensuite fortement diminué. Pendant ces pics, les interventions politiques ont eu tendance à s'appuyer sur la peur, l'indignation et un langage symbolique, amplifiant les attitudes hostiles du public et soutenant des politiques restrictives telles que la déchéance de nationalité, le refus du rapatriement et le cadre punitif.

Les débats parlementaires ont reproduit une dynamique similaire. Deux thèmes dominants se sont dégagés :

1. Les discours de peur, axés sur la construction de la menace, les récits « nous contre eux » et les efforts pour empêcher le rapatriement.
2. Les discours sur l'action de l'État, axés sur les procédures juridiques, la surveillance, les procès à l'étranger et la gestion de la sécurité nationale.

Si certains acteurs politiques, en particulier à gauche et parmi les Verts, ont articulé des contre-cadres fondés sur les droits ou humanitaires, ceux-ci sont restés marginaux et souvent stratégiquement ambigus. L'ambiguïté elle-même a fonctionné comme un outil politique, permettant aux partis d'éviter les risques électoraux.

Dans ces deux domaines, le rapport constate que la racialisation, l'altérisation et les tropes genrés ont façonné la manière dont les hommes returnees étaient représentés : comme des barbares, considérés comme jetables (*disposable*) et définitivement exclus de la communauté morale nationale. Ces récits ont contribué à normaliser des mesures exceptionnelles et à réduire l'imaginaire politique en matière de réintégration. En fin de compte, l'étude montre que le discours politique belge n'a pas simplement répondu à des préoccupations sécuritaires, mais qu'il a activement produit la menace, structuré l'opinion publique et légitimé un programme politique étroit axé sur l'exclusion plutôt que sur la responsabilité ou la sécurité à long terme.

Conclusion et recommandations

- Réduire la peur, rétablir la nuance et garantir la responsabilité sont essentiels pour rétablir la confiance démocratique
- Les acteurs politiques, médiatiques et institutionnels ont la responsabilité commune de veiller à ce que la question des returnees soit traitée comme une question de justice et de gouvernance, et non comme une question de performance politique.

Pour les politiciens

1. Éviter les discours sécuritaires et exclusionnaires

Les politiciens doivent s'abstenir d'homogénéiser les returnees en les qualifiant de « menaces terroristes » dans leurs discours publics, et suivre plutôt l'exemple des universitaires et des experts en sécurité de premier plan en différenciant les profils, notamment entre les combattants et les non-combattants. Les politiques ainsi que la communication publique doivent tenir

compte de la diversité des profils des personnes parties en Syrie/Iraq et ne pas être guidées par des discours fondés sur la peur ou le ressentiment.

2. Communiquer de manière transparente

L'ambiguïté stratégique et le langage polarisant peuvent offrir des gains électoraux à court terme, mais à long terme, ils sapent la confiance et le débat démocratique. Les politiciens devraient donc exprimer des positions claires et fondées sur des preuves, tant dans leurs interventions médiatiques qu'au parlement.

3 Éviter les discours extrêmes

Les recherches montrent que l'adoption de discours punitifs et exclusifs initialement promus par l'extrême droite normalise l'islamophobie et réduit les alternatives politiques. Les responsables politiques devraient éviter d'amplifier ce processus.

4 Renforcer les perspectives sensibles au genre.

Les voix des femmes restent marginalisées dans les débats sur la sécurité. Les dirigeants politiques devraient garantir une participation équilibrée entre les sexes et adopter des perspectives qui dépassent la masculinité hégémonique.

Pour les journalistes et les médias

1. Diversifier les sources politiques.

Élargir la couverture au-delà des voix dominantes de droite, masculines et flamandes, en accordant un espace égal aux autres perspectives des politiciens du centre et de gauche, des femmes et des francophones. Les médias devraient redoubler d'efforts pour couvrir également les perspectives de ces groupes, qui étaient largement absentes.

2. Éviter de reproduire la peur et les stéréotypes

Les titres et les cadres qui assimilent les « returnees » à des « terroristes » renforcent la stigmatisation. Les journalistes devraient contextualiser et nuancer les déclarations politiques et les phrases choquantes.

3. Mettre en avant des discours alternatifs.

La couverture médiatique a souvent amplifié les discours sécuritaires tout en marginalisant les critiques humanitaires ou juridiques. Donner plus d'espace aux contre-discours peut élargir le débat public.

Pour les décideurs politiques

1. Donnez la priorité aux politiques fondées sur des preuves.

Les politiques ne doivent pas être dictées par des discours sensationnalistes, mais guidées par des évaluations empiriques des risques et des résultats de la réintégration.

2. Garantir le respect des droits humains

Des mesures exceptionnelles telles que la déchéance de nationalité ou la détention illimitée risquent de porter atteinte au droit international et aux principes démocratiques.

3. Investir dans la réintégration et la prévention

La sécurité à long terme est mieux assurée par des programmes de réhabilitation, de déradicalisation et de réintégration que par des mesures d'exclusion.

4. Renforcer la résilience face à la polarisation

Les politiques doivent activement lutter contre la dynamique « nous contre eux » en investissant dans des discours inclusifs et la cohésion sociale.

Autres acteurs importants

1 Les universitaires et les experts devraient continuer à fournir des analyses indépendantes et fondées sur des preuves et à contester la politisation de la question des rapatriés.

2 Les éducateurs et les écoles sont des acteurs importants dans la prévention de la polarisation et l'enseignement de l'éducation critique aux médias, qui peut aider les jeunes générations à résister aux discours politiques fondés sur la peur.

3 Les institutions internationales (UE, organes des Nations unies) devraient assurer une surveillance, fixer des normes en matière de rapatriement et de droits de l'homme, et lutter contre l'exceptionnalisme au niveau national.

Pour en savoir plus

Baker-Beall, C. 2023. "The Concept of The Foreign Terrorist Fighter: An Immanent Critique." *European Journal of International Security* 8 (1): 25–46.

Delhaise, E., Remacle, C., and Thomas, C. 2020. "Après le Califat, l'Embaras." *La Revue Nouvelle* 2020 (6): 48–64.

Fadil, N., Van Buggenhout, M., and Dumortier, E. 2022. "Virtual innocence: On the status of the Children of European Departees in Northeast Syria." *Ethnic and Racial Studies* 46 (5): 854–874.

Krona, M., and Olivia C. 2023. "The Gangster and the Bride: The Media Representation of Masculinity and Femininity in News Coverage of Jihadi Terrorists." *Terrorism and Political Violence*: 1–16.

Lechkar, I., & Sliti, J. 2024. "'No Punishment is Enough For Monsters': Vindictiveness as an Important Political Emotion in Dealing With Belgian (Potential) Returnee Men." *Critical Studies on Terrorism*: 1-23.

Renard, T. 2023. "Europe and Its Returning Foreign Fighters: Overview of the Policy Response." In *Retuning Foreign Fighters: Responses, Legal Challenges and Ways Forward*, edited by F. Capone, C. Paulussen, and R. Mignot-Mahdavi, 9–32. The Hague: Asser Press.

Informations

Contact

Nom, prénom : Jihane Sliti
Institution/Département : DFuture, Département de sciences politiques, Vrije Universiteit Brussel (VUB)
E-mail : jihane.sliti@vub.be

Contact

Nom, prénom : Iman Lechkar
Institution/Département : DFuture, Département de sciences politiques, Vrije Universiteit Brussel (VUB)
E-mail : iman.lechkar@vub.be